Les Palestiniens condamnent unanimement l'attaque du Parlement allemand contre le droit de boycotter l'apartheid et la colonisation israéliens

31.05.2019

Categories: Attaques contre BDS, BDS-Arguments

24 mai 2019 / par le Comité National BDS palestinien (BNC)

À travers les déclarations émises, et par l'Organisation de Libération de la Palestine, seule représentante légitime du peuple palestinien, et les associations de la société civile palestinienne, et par les manifestations devant les Bureaux de la représentation allemande à Ramallah et à Gaza, les Palestiniens ont unanimement condamné la résolution du 17 mai du Parlement allemand qui a trompeusement qualifié d'antisémite le Mouvement BDS conduit par les Palestiniens.

Dans une déclaration du 19 mai, le Comité Exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine a dit de la résolution du Parlement allemand que c'était « une attaque contre le peuple palestinien et ses droits légitimes et inaliénables ». Le Comité Exécutif de l'OLP a dit que le mouvement BDS rejette « le racisme et la discrimination » et a appelé « le Parlement allemand à retirer cette décision » et « les partis allemands à rejeter la décision ». Il a par ailleurs averti que « le Comité Exécutif de l'OLP reconsidérera ses relations avec les syndicats, les partis et les institutions allemandes si l'Allemagne continue d'être complice de l'occupation et de s'élever contre les droits du peuple palestinien.

Dans une déclaration sur un tweet du 17 mai, jour de la résolution du Parlement, le Mouvement BDS a décrit la résolution comme « se fondant sur des mensonges éhontés. Ce n'est pas seulement du McCarthisme palestinien, c'est une trahison du droit international, de la démocratie allemande et du combat contre le véritable racisme anti-juif. »

Dans une manifestation avec 200 participants le mercredi 22 mai devant le Bureau de la Représentation allemande dans la ville de Ramallah occupée par Israël, les associations de la société civile palestinienne ont remis une lettre signée par les représentants de plus de 200 organisations de la société civile palestinienne. Cette lettre de la société civile disait que les associations « condamnent dans les termes les plus vifs » la résolution du Parlement, « rejettent les allégations et les inventions infondées du Bundestag » et appellent le Parlement allemand à « abroger cette résolution anti-palestinienne, anti-arabe ». Jeudi, une manifestation devant le Bureau de la Représentation allemande dans la Bande de Gaza, où vivent deux millions de Palestiniens dans une prison à ciel ouvert sous blocus israélien, a repris les mêmes messages.

La lettre de la société civile a dit que « Dénier aux Palestiniens le droit de plaider sans violence pour la

liberté, la justice et l'égalité est anti-palestinien et met le Bundestag en porte-à-faux avec le droit international, avec les principes démocratiques universels et même avec la position officielle de l'Union Européenne ».

Les associations de la société civile palestinienne ont réaffirmé les principes que le Comité National palestinien de BDS avait tracés dans sa déclaration de 2017 intitulée « Racisme et discrimination raciale sont l'antithèse de liberté, justice et égalité », disant que « le mouvement BDS rejette toute forme de racisme et de discrimination, dont l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme et le racisme anti-Noirs et l'homophobie, et s'inspire du mouvement anti-apartheid sud-africain et du mouvement américain pour les droits civiques. Le BDS cible la complicité, pas l'identité. » Ils ont appelé « l'Allemagne à mettre fin à toute forme de complicité avec l'occupation illégale et l'apartheid israéliens en interdisant les produits et les services des colonies illégales israéliennes, en mettant fin à tout commerce des armes et recherches militaires avec Israël et en soutenant la suspension de l'Accord d'Association UE-Israël. »

Une seconde lettre de la société civile palestinienne, émise jeudi, a appelé « le Gouvernement allemand à se retenir d'adopter cette résolution et de la faire passer dans la loi », disant qu'agir ainsi « menacerait encore plus les relations entre les sociétés civiles palestinienne et allemande ». La lettre appelait aussi le gouvernement allemand à imposer un embargo militaire à l'encontre d'Israël et à coopérer pour réaliser les droits du peuple palestinien, y compris le droit au retour des réfugiés palestiniens.

Dans une autre déclaration, l'association chrétienne palestinienne Kairos Palestine a dit que « les chrétiens de Palestine sont attristés et troublés » par la résolution du Parlement allemand. Kairos a expliqué : « L'État d'Israël, les institutions et les sociétés complices du déni des droits fondamentaux des Palestiniens sont les cibles du mouvement BDS. Tout le monde a le droit de critiquer les actions injustes d'un État et d'une société. Le mouvement BDS palestinien ne boycotte ni ne fait campagne contre aucun individu ni aucun groupe simplement parce qu'il est israélien. »

Source : BDS Movement
Traduction : J. Ch. pour BDS France